



Centre d'études interaméricaines

École d'études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Octobre 2019

CHRONIQUE

Élections 2019 en Amérique du Sud : panorama sur les présidentielles en Argentine, en Bolivie et en Uruguay

Par Mamadou Lamine Sarr*

Après le Salvador en février, le Panama en mai et le Guatemala en juin dernier, l'année électorale en Amérique latine se terminera ce mois-ci avec les élections présidentielles en Argentine, en Bolivie et en Uruguay. Au-delà des enjeux nationaux qui résident dans chacun de ces scrutins, les résultats de ces élections comportent également des implications régionales. En effet, entre la consolidation du retour de la droite sud-américaine et les nombreux défis en matière de coopération et d'intégration régionale, les élections dans ces trois pays vont vraisemblablement avoir une influence sur le visage politique de l'Amérique du Sud. L'objectif de cette chronique est donc d'établir un panorama de chacun de ces trois scrutins et les implications possibles au niveau régional.

Argentine : vers une réélection de Macri ?

Le président Mauricio Macri obtiendra-t-il un nouveau mandat ? C'est à cette question que devront répondre les Argentins le 27 octobre prochain. L'homme d'affaires et ancien maire de Buenos Aires a été élu en 2015, devenant ainsi le premier président à ne pas être issu des deux grands mouvements politiques du pays : les péronistes et les radicaux. Il aura comme principaux concurrents Alberto Fernández de la coalition

Frente de Todos et Roberto Lavagna qui est le candidat de la coalition *Consenso Federal*. Le premier est l'ancien chef de cabinet du président Nestor Kirchner entre 2003 et 2007 et sa colistière (au poste de vice-présidente) n'est nulle autre que l'ancienne présidente, Cristina Fernández de Kirchner¹. Roberto Lavagna a quant à lui été ministre de l'Économie entre 2002 et 2005 et il a été candidat lors des deux dernières élections présidentielles. Pour le moment, les sondages donnent Alberto Fernández comme vainqueur devant le président Macri.²

Il faut dire que l'Argentine fait face à une crise économique et monétaire illustrée par une hausse de l'inflation (près de 55 % en 2019), du chômage (plus de 10 % de la population active) et de la pauvreté (32 à 35 % des Argentins sont sous le seuil de pauvreté). Cette situation a notamment conduit les députés à adopter à l'unanimité la *Loi d'urgence alimentaire* qui prévoit l'octroi de fonds publics à différents programmes sociaux de lutte contre la faim. C'est dire donc que le spectre de la crise de 2001 est dans tous les esprits et ceci est loin d'être favorable à la réélection de Mauricio Macri.

Au-delà de cet enjeu économique et social, l'élection présidentielle argentine soulève également plusieurs questions au niveau régional. Une victoire d'Alberto Fernández serait un soulagement pour la gauche sud-américaine à un moment où une grande partie des États de la région sont dirigés par des partis de droite. Indubitablement, l'élection du président argentin a des implications sur la relation avec le voisin et partenaire historique qu'est le Brésil. À titre d'exemple, le président brésilien a d'ores et déjà annoncé que son pays pourrait se retirer du Mercosur s'il y avait des différends importants avec un éventuel gouvernement d'Alberto Fernández. Quelle sera la nature des relations entre Alberto Fernández et le président Bolsonaro ? Quel sera l'engagement de l'Argentine au sein du Mercosur et de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne ? Ce sont là autant de questions auxquelles devra répondre Alberto Fernández s'il est élu.

Bolivie : un des derniers bastions de la gauche en Amérique du Sud

¹ Alberto Fernández a également été chef de cabinet de la présidente Kirchner entre 2007 et 2008.

² [Rappelons que pour être élu au premier tour, un candidat doit : soit obtenir 45% des suffrages, soit obtenir 40% des suffrages avec une avance de 10 points sur le deuxième le second tour est prévu pour le 24 novembre.](#)

Pour la Bolivie, le scrutin présidentiel du 20 octobre prochain peut être perçu comme un référendum pour ou contre Evo Morales. Arrivé au pouvoir en 2005 et réélu en 2009 et en 2014, Evo Morales ne devait pas briguer un quatrième mandat conformément à la Constitution. Ainsi, en 2016, il organise un référendum constitutionnel pour lever cette limitation, mais les Boliviens le rejettent à 51 %. Toutefois, le Tribunal constitutionnel autorise le président Morales à se présenter une nouvelle fois, faisant ainsi fi des résultats du référendum et de la constitution bolivienne. Cet épisode a fini par polariser la scène politique bolivienne avec les « anti-Morales » et ceux qui sont favorables à ce dernier. Son principal adversaire est le candidat de la coalition de *Comunidad ciudadana*, et ancien président du pays entre 2003 et 2005, Carlos Mesa. Il s'agit pour ce dernier de la première participation à une élection présidentielle, car il avait accédé au pouvoir à la suite de la démission du président Gonzalo Sánchez de Lozada dont il était le vice-président.

La stabilité économique et sociale du pays et la croissance économique (4,2 % en 2018 et 4 % en 2019, selon la Banque mondiale) sont profitables au président Morales et ceci explique certainement pourquoi il est en tête des sondages.³ Toutefois, il doit faire face à la méfiance d'une partie des électeurs boliviens qui voient dans son maintien au pouvoir les prémices d'une situation politique et démocratique identique à celle qui existe au Nicaragua ou au Venezuela.

Par ailleurs, comme pour l'Argentine, l'élection bolivienne a également une portée à la fois symbolique et politique au niveau régional. En effet, la Bolivie est un des derniers bastions de la gauche sud-américaine après le retour de la droite ces dernières années. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le soutien de la Bolivie au gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro. La réélection d'Evo Morales permettrait donc de consolider cet appui – un des rares dans la région – pour le Venezuela. Ceci marquerait davantage la fracture de la région concernant la crise vénézuélienne notamment avec les critiques envers Caracas de pays comme le Brésil, la Colombie, le Paraguay, entre autres.

Uruguay : qui pour succéder au président Tabaré Vasquez ?

³ Pour être élu au premier tour, un candidat doit obtenir au moins 50% des suffrages ou recevoir 40% des voix avoir une avance de 10 points sur le deuxième. Le second tour est prévu le 15 décembre.

Si le président sortant est candidat à sa propre succession en Argentine et en Bolivie, il n'en est pas de même en Uruguay. En effet, conformément à la constitution, le président sortant, Tabaré Vázquez ne peut pas briguer un deuxième mandat consécutif. C'est donc un renouveau présidentiel qui attend l'Uruguay avec trois principaux candidats. Il y a d'abord David Martinez, le candidat de la coalition de gauche au pouvoir *Frente amplio* (*Front large*) et maire de la capitale Montevideo entre 2015 et 2019. On a ensuite le candidat du Parti national, Luis Lacalle Pou qui en est à sa deuxième candidature à la présidentielle après celle de 2015. Enfin, il y a Ernesto Talvi, candidat du Parti Colorado. Les sondages actuels placent pour l'instant David Martinez en tête du premier tour, mais un second tour semble inévitable avec Luis Lacalle Pou.⁴ David Martinez jouit d'une bonne opinion due notamment à sa bonne gestion des finances de la mairie de Montevideo. Un des enjeux les plus importants de cette élection est la lutte contre la criminalité. Alors qu'il a longtemps été présenté comme un « havre de paix », l'Uruguay a connu ces dernières années une hausse inédite de la criminalité avec un taux d'homicide qui a augmenté de 46 % en 2018 à cause notamment de la prépondérance des conflits entre les gangs et du narcotrafic. Le débat est tellement vif à ce sujet qu'une pétition a été signée par plus de 400 000 personnes afin de demander l'organisation d'un référendum sur la militarisation de la lutte contre la criminalité. La lutte contre la criminalité et l'insécurité sera donc un enjeu sur lequel le prochain gouvernement sera jugé.

Par ailleurs, s'il est vrai que l'Uruguay n'est pas un acteur régional de premier plan comme le sont l'Argentine ou le Brésil, il n'en demeure pas moins que ce scrutin présidentiel revêt une certaine importance pour l'Amérique du Sud. D'abord, l'Uruguay est un des derniers pays sud-américains dirigés par un président de gauche, et une victoire de David Martinez – combinée à une possible victoire des candidats de gauche en Argentine et en Bolivie – contrasterait grandement avec l'élection de gouvernement de la droite dans de nombreux pays de la région au cours des dernières années. Ensuite, il sera intéressant de suivre la position uruguayenne sur des enjeux régionaux comme la crise au Venezuela. Sur cette dernière, l'Uruguay a jusqu'ici tenu une position de conciliation et de dialogue en étant avec le Mexique à l'initiative d'un processus de médiation. Dernièrement, l'Uruguay a été le seul État membre de la région à voter contre l'activation du Traité interaméricain d'assistance réciproque

⁴ [Un second tour aura lieu le 24 novembre si aucun candidat n'obtient pas la majorité absolue au premier tour.](#)

(TIAR) contre le Venezuela.⁵ Quelle sera la position de l'Uruguay sur le Venezuela en cas d'alternance politique ? Quelle stratégie adopter par rapport au Mercosur et à l'avenir plus qu'incertain de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) ? Ce sont là autant d'enjeux pour la future diplomatie uruguayenne.

En définitive, au-delà des différents enjeux nationaux que posent les trois élections présidentielles en Argentine, en Bolivie et en Uruguay, l'interdépendance régionale fait que chacun de ses scrutins présente un écho régional. Il est vrai que dans chacun de ces trois pays l'élection du président se fera en même temps que l'élection législative, mais le caractère fort du présidentielisme en Amérique du Sud fait que le président est au cœur de la politique interne, mais aussi extérieure de chacun de ces États. Par conséquent, il sera intéressant de suivre le positionnement et les actions des présidents qui seront élus sur la scène régionale, en particulier sur des thématiques comme l'intégration, la sécurité, le commerce ou l'environnement.

** Mamadou Lamine Sarr Doctorant en science politique et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines*

⁵ [L'Uruguay a d'ailleurs annoncé son retrait du TIAR à la suite de son activation.](#)

